

Combattre les inégalités au Luxembourg

Par Carlo THELEN, directeur général de la Chambre de Commerce*

Avec un salaire minimum de 1921 EUR par mois – 120% supérieur au salaire minimum moyen dans les pays de la zone euro⁽¹⁾ qui l'ont instauré – et qui est régulièrement revalorisé grâce à l'indexation des salaires et à l'ajustement des minima sociaux, le Luxembourg offre des conditions salariales défiant toute concurrence. Les conditions salariales avantageuses sont d'ailleurs reconnues par les salariés eux-mêmes puisque 61% des travailleurs au Grand-Duché estiment être bien payés ; en Europe, seul le Danemark affiche un meilleur résultat (63%).

S'agissant de la répartition des salaires, une lecture (trop) rapide suggère une hausse des inégalités de revenus ces 20 dernières années. Ainsi, le rapport inter-déciles S80/S20 – qui compare les revenus des 20% les plus aisés et celui des 20% les moins aisés – est passé de 3,3 en 1985 à 4,1 en 2012.



tous les salariés. D'abord parce que la place a été génératrice de croissance et d'emplois, ensuite parce que les recettes fiscales engendrées par les activités de la place ont permis le financement de notre Etat providence, enfin parce qu'elle a engendré des externalités positives sur l'ensemble de l'économie tirant l'ensemble des salaires vers le haut.

Le Luxembourg est en définitive un pays assez peu inégalitaire. En Suisse et en Angleterre, qui disposent également d'une place financière d'envergure, les rapports inter-déciles sont supérieurs à respectivement 4,4 et 5,4.

De même, si le taux de risque de pauvreté (15,1% en 2012) a augmenté depuis 2008, il reste parmi les plus faibles de la zone euro. Cette bonne performance

est rendue possible notamment par les transferts sociaux, qui contribuent à diminuer le risque de pauvreté de 92% au Luxembourg, contre 47% dans la zone euro.

Le Luxembourg est donc, en plus d'être peu inégalitaire, un pays, où en comparaison européenne, la

Inégalité liée au logement

Au Luxembourg, 80% des ménages estiment que la charge financière de leur logement est importante ou moyennement importante, le logement est ainsi une préoccupation majeure et une source d'inégalité. Chez les 10% des ménages les plus modestes, les coûts du logement, en constante hausse, comptent pour 31% du revenu en moyenne, contre 9% chez les 10% des ménages les plus aisés. Depuis quelques années, on observe d'ailleurs qu'un nombre grandissant de Luxembourgeois, travaillant au Luxembourg, sont contraints d'habiter dans les pays limitrophes.

Inégalité devant l'impôt

Alors que la distribution des revenus est plutôt égalitaire au Grand-Duché, la contribution fiscale des ménages est pour le moins inégalitaire ; en effet 5% des ménages paient 51% des impôts sur le revenu, et 40% des ménages ne paient aucun impôt sur le revenu. De même, alors que les ménages « consommateurs » vont subir une hausse de la TVA en 2015, les ménages « propriétaires » ne contribuent que très peu aux recettes publiques, la fiscalité assise sur l'immobilier ne rapporte que 1% du PIB au Luxembourg.

Inégalité liée à la non-sélectivité des transferts sociaux

Les transferts sociaux au Luxembourg sont élevés en comparaison européenne et particulièrement mal ciblés. Le système des prestations sociales au Luxembourg est tel que, des personnes sans revenus

reçoivent de transferts directs (allocations familiales) ou régressifs (abattements d'impôt), reflète le caractère non-sélectif des transferts.

Inégalité devant l'enseignement

En dépit du niveau élevé des dépenses d'éducation, le Luxembourg est en queue de peloton pour ses performances en la matière parmi les pays de l'OCDE. Ce mauvais classement tient en grande partie aux inégalités des performances et compétences scolaires entre les enfants des plus aisés et les enfants des moins aisés. Les inégalités entre élèves de condition sociale différente sont ainsi au Luxembourg parmi les plus élevées en Europe. Cet état de choses met à mal la cohésion sociale, limite la mobilité sociale intergénérationnelle puisque les désavantages sociaux se transmettent, prive le pays de capital humain et pèse sur la croissance potentielle.

Voici donc un ensemble d'inégalités, pas toujours visibles ni criantes, qui doivent être éradiquées afin que nous continuions à « rester nous-mêmes », c'est-à-dire un pays foncièrement guidé par l'idée d'équité et où la cohésion sociale est une valeur fondamentale.

Pour ce faire, il faudra agir sur différents leviers. Il faudra faire évoluer l'offre et la fiscalité immobilière, introduire une réforme fiscale juste et audacieuse afin que le plus grand nombre participe à l'effort collectif, revoir les politiques sociales afin de davantage lier les dépenses sociales aux revenus et empêcher qu'elles ne constituent une incitation à l'inactivité, refonder l'école afin d'assurer l'égalité des chances. En somme, il faudra unité, courage et audace.